

Extrait du El Correo

<https://elcorreo.eu.org/UNASUR-Quand-je-vois-les-dits-civilises-regler-leurs-affaires-a-coups-de-bombes-je-me-sens-tres-fiere-d-etre-sudamericaine-de-faire-partie>

**UNASUR « Quand je vois les
'dits civilisés' régler leurs
affaires à coups de bombes, je
me sens très fière d'être
sudaméricaine, de faire partie**

Date de mise en ligne : jeudi 31 mars 2011

»

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - UNASUR -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La présidente d'Argentine, Cristina Fernández et celui du Venezuela, Hugo Chávez Frías, ont signé à Buenos Aires un accord d'un montant de 83 millions de dollars pour la construction de 16 péniches dans les chantiers navals argentins Tandanor, qui seront destinés à Petróleos de Venezuela (Pdvsa), parmi d'autres accords bilatéraux dans le logement, l'alimentaire, l'automobile, l'industrie navale, l'énergie et les médicaments.

« Nous avons mis en marche des projets de coopération nouveaux pour fortifier, comme nous le faisons depuis 2004, l'axe Caracas-Buenos Aires », a déclaré le président Chávez, à la suite d'une réunion de près d'une heure avec la présidente argentine, où il a été également question d'accélérer la mise en place de la Banque du Sud, qui permettra de récupérer les intérêts des capitaux latinoaméricains, accaparés jusqu'ici par les banques du nord, pour les investir en faveur du développement social et économique de la région.

Un autre accord entre les deux nations porte sur l'importation de véhicules depuis l'Argentine pour un montant de près de 200 millions de dollars, a indiqué le Ministère de l'Industrie à Buenos Aires. Ces 16 mille 900 voitures fabriquées en Argentine, s'ajouteront aux 6 mille 900 prévus l'an dernier.

Pour sa part, la présidente Cristina Fernández a souligné qu'un accord entre le Venezuela et l'Argentine a permis le consensus en faveur de l'ex-chancelière colombienne María Emma Mejía, désignée secrétaire générale de l'UNASUR en remplacement de feu le président argentin Néstor Kirchner, époux de Fernández.

Chavez reçoit un prix de communication populaire

« remettre ce prix... face aux chaînes d'information qui nous ont censurés, nous ont réduits au silence, ont voulu occulter des coups d'état et cacher la pauvreté, c'est comme leur dire : vous avez atteint vos limites, nous sommes ici, nous avons pris la parole car nous voulons transformer nos nations », a déclaré Sebastián Palma, le professeur de l'Université de La Plata qui a remis le prix Rodolfo Walsh au président vénézuélien.

Rodolfo Walsh (1927 - 1977), qui donne son nom à ce prix, est considéré comme le fondateur du journalisme d'investigation en Argentine. Le 25 Mars 1977, un jour après sa lettre ouverte à la junte militaire pour dénoncer ses politiques néo-libérales, Walsh fut abattu et son corps "disparu" par des membres des Forces Armées. Walsh est une des 30.000 disparus de la dictature argentine des années 1976 - 1983.

La doyenne de la Faculté de Journalisme de l'Université de La Plata, Florencia Saintout, a déclaré que ce prix se voulait aussi une reconnaissance au processus d'émancipation qu'impulse la révolution bolivarienne dans le cône sud. « Nous sommes ici en tant que peuple pour réaffirmer notre engagement envers un président qui a remis en cause cette idée que la « parole » puisse être détenue par quelques uns seulement » a affirmé Saintout en référence aux médias privés et au « latifundio » médiatique.

Mauricio Macri, maire conservateur de Buenos Aires et probable candidat aux présidentielles d'octobre 2011, a dénoncé la décision de l'université, sur les ondes de Radio 10, comme « effrayante ». « Chavez ne respecte pas la liberté d'opinion, il est autoritaire mais nous lui donnons des prix », a-t-il dit.

Depuis qu'il a assumé la présidence pour son premier mandat en 1999, Chávez a contribué à briser la concentration des médias au Venezuela et à l'étranger en lançant le réseau régional TeleSUR, en renforçant le réseau de la télévision publique participative (création de VIVE TV en novembre 2003), et surtout en légalisant les radios et télévisions communautaires, on en compte actuellement près de 400 qui sont gérées directement par les associations citoyennes.

Bien que les critiques accusent Chávez de censure médiatique - en particulier lorsque l'état ne renouvella pas la concession sur le spectre public de Radio Caracas Televisión (RCTV) - le gouvernement bolivarien insiste sur le fait qu'il ne saurait y avoir de vraie démocratie sans démocratiser le « latifundio radio-électrique » comme l'a fait récemment l'Argentine en le partageant en trois tiers : 33 % pour le public, 33% pour le privé, 33 % pour l'associatif. 90 % du pouvoir communicationnel au Venezuela reste, par contre, aux mains du privé, c-a-d en général de l'opposition, cette proportion se répétant dans la presse écrite et la radio.

Le mandataire a pour sa part dédié le prix à toutes et à tous ceux qui luttent contre les colonialismes culturel et économique. « Je me sens très humble au moment de recevoir ce prix prestigieux et d'écouter vos applaudissements, car cette reconnaissance n'est pas pour moi mais pour le peuple du Vénézuéla qui lutte depuis des années pour créer une communication populaire, libérée de la dictature médiatique », a-t-il dit aux étudiants rassemblés face à l'université pour écouter son discours.

Le président a rappelé le « cynisme de ces grands médias argentins et vénézuéliens qui ont appuyé les plus grandes dictatures du continent et à présent nous traitent de tyrans ».

Les deux présidents critiquent l'intervention militaire en Libye

Cristina Fernández de Kirchner et Hugo Chávez ont souligné le travail de l'Unión de Naciones Suramericanas (Unasur) pour résoudre des conflits.

« Quand on observe le monde et qu'on voit les supposés civilisés régler leurs affaires à coups de bombes, je me sens très fière d'être sudaméricaine, de faire partie de l'UNASUR », a déclaré la présidente argentine.

Avant de quitter l'Argentine pour l'Uruguay où il s'entretiendra avec le président Mujica, le président vénézuélien a déclaré que « nous ne voulons plus de guerres ici (en Amérique Latine), nous ne voulons plus de bombes, nous ne voulons plus d'affrontements entre nous, nous ne voulons pas que des forces externes à notre continent viennent altérer la paix dont nous avons besoin pour poursuivre le projet de développement de nos peuples ».

[LRV](#). Caracas, 1er avril 2011